

*Les crédits*

**M. Jim Jordan (Leeds—Grenville):** Monsieur le Président, on a laissé entendre ici, cet après-midi, que cette motion n'aurait jamais dû être proposée. Elle traite, je crois, de l'intégrité du gouvernement. Le dernier intervenant néo-démocrate a semblé dire qu'il lui était très pénible de prendre la parole à ce sujet mais, une fois lancé, il a eu l'air d'y prendre goût, comme les rares personnes alors ici présentes ont pu le constater. Tout l'après-midi, les conservateurs ont laissé entendre que cette motion n'aurait jamais dû être proposée.

Dans ce cas, le député de Broadview—Greenwood peut-il me dire où la question de l'intégrité du gouvernement devrait être débattue? Si ce n'est pas ici la place, quelle est la bonne tribune? N'est-ce pas ici l'endroit pour discuter de la formulation de cette motion si celle-ci ne convient pas? Ma foi, c'est là quelque chose dont nous pourrions discuter. Toutefois, compte tenu du cynisme actuel des Canadiens à l'égard des politiciens, il me semble qu'il n'y a pas de meilleur endroit qu'ici, que la Chambre des communes, pour discuter de l'intégrité du gouvernement.

**M. Mills:** Monsieur le Président, je ne pense pas que le gouvernement soit vraiment en train de revoir les engagements pris par le premier ministre. Lorsque j'ai lu la première phrase de cette motion—oublions que nous condamnons le gouvernement car cela fait partie de la dynamique. Parlons plutôt de la teneur de la motion qui dit notamment: «Que la Chambre condamne le gouvernement pour n'être pas encore parvenu à établir et à respecter un code d'éthique clair et strict». C'est le premier ministre qui, en 1985, avait fait d'un tel code l'une de ses priorités. Si on supprime la condamnation, le reste, c'est du pur Brian Mulroney.

**M. Howard Crosby (Halifax—Ouest):** Monsieur le Président, je veux aborder le sujet soulevé par cette motion, à savoir celui de l'éthique dans le secteur public. Mais tout d'abord, j'aimerais commenter le fait que cette motion ait été présentée à la Chambre aujourd'hui.

Comme le savent j'en suis sûr la plupart des députés—et j'espère aussi le public—il y a la Chambre des communes un processus qu'on appelle les crédits. Il s'agit de voter des crédits pour le gouvernement, c'est-à-dire les fonds que les contribuables devront prendre dans leurs poches et déposer dans la caisse publique pour financer les services et les programmes que nous, le Parlement du Canada, offrons au peuple canadien avec ses propres deniers.

Tous les Canadiens connaissent les problèmes financiers qui sont les nôtres, la dette publique écrasante, le déficit annuel et les difficultés qu'il cause. En fait je suis sûr que si les députés d'en face posaient la même question à tout un groupe de Canadiens en leur demandant ce qui les préoccupe le plus, ils répondraient les uns après les autres «l'économie». Pendant les élections présidentielles, aux États-Unis ils en avaient même fait un refrain: «L'économie, idiot!» L'économie est la grande préoccupation des Canadiens.

Les journées d'opposition à la Chambre des communes sont pour l'opposition la parfaite occasion d'aborder ce sujet dans cette enceinte. Le chômage qui préoccupe tous les Canadiens et, on le présume, les députés de l'opposition, la dette publique dont j'ai déjà parlé, les débouchés, les postes accessibles aux Canadiens, les programmes de création d'emplois, tous ces sujets auraient pu faire l'objet d'un débat à la Chambre aujourd'hui. Mais l'opposition a choisi de saisir la Chambre de la question de l'éthique dans le secteur public et d'en débattre toute la journée.

Personne ne dit que l'éthique n'a aucune importance dans le secteur public. Personne ne dit qu'il n'est pas important que les Canadiens fassent confiance à leurs parlementaires et à leur gouvernement, mais l'opposition admettra sans aucun doute que les principales préoccupations des Canadiens sont l'état de l'économie, l'emploi et toutes les questions du même genre.

Je suis prêt à discuter de problèmes d'éthique, mais je préférerais parler des sujets qui préoccupent l'ensemble des Canadiens, à savoir l'économie et les possibilités d'emploi pour les jeunes. Cependant, puisque l'opposition a choisi de soulever la question de l'éthique dans le secteur public, c'est de cela que je parlerai.

Le leader parlementaire du gouvernement m'a demandé de prendre part au débat et je crois avoir compris pourquoi. Je m'intéresse à la question depuis longtemps et il y a quelques années, j'ai présenté à la Chambre un projet de loi sur les conflits d'intérêts et l'éthique des députés. J'ai abordé la question à plusieurs reprises.

J'aurais dû me douter que les députés de l'opposition ne se souciaient pas le moins du monde de l'adoption d'un code de conduite pour les députés, le gouvernement et les fonctionnaires. Tout ce qu'ils voulaient, c'étaient ressasser des affaires du passé susceptibles de mettre le gouvernement dans l'embarras, des cas de mauvaises gestion et de méfaits.